

RECUEIL

DES

ACTES

ADMINISTRATIFS

ANNÉE 2022 – NUMÉRO 187 DU 29 JUILLET 2022

TABLE DES MATIÈRES

SOUS-PREFECTURE DE CAMBRAI

Arrêté préfectoral du 27 juillet 2022 portant extension de compétences de la communauté de communes du Pays Solesmois
+ Annexe

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Arrêté préfectoral du 29 juillet 2022 réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du Nord
+ Annexes



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Sous-Préfecture
de Cambrai**

Bureau des Relations avec les
Collectivités Territoriales et de
l'Environnement

Arrêté préfectoral n° 30/2022

**Arrêté préfectoral portant extension de compétences de la Communauté de
Communes du Pays Solesmois**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 portant amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment les articles 64 et 66 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1994 modifié portant création entre les communes de Beaurain, Bermerain, Capelle-sur-Ecaillon, Escarmain, Haussy, Montrecourt, Romeries, Saint-Martin-sur-Ecaillon, Saint-Python, Saulzoir, Solesmes, Sommaing-sur-Ecaillon, Vendegies-sur-Ecaillon, Vertain et Viesly de la communauté de communes dénommée "Communauté de Communes du Pays Solesmois" ;

Vu le décret du 30 juin 2021 nommant Monsieur Georges-François LECLERC, Préfet de la région des Hauts-de-France, Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord ;

Vu le décret du 20 septembre 2019 nommant Monsieur Raymond YEDDOU, Sous-Préfet de Cambrai ;

.../...

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Raymond YEDDOU, Sous-Préfet de CAMBRAI ;

Vu la délibération du 16 juillet 2020 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Solesmois fixant le nombre de vice-présidents et des autres membres du bureau de la Communauté de Communes du Pays Solesmois ;

Vu la délibération du 29 mars 2022 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Solesmois décidant, dans le groupe de compétence facultative, l'ajout de la compétence " Les usages numériques / Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) en matière de numérique éducatif pour la mise en place d'un Espace Numérique de Travail pour les écoles du 1^{er} degré" ;

Vu les délibérations des communes membres de Beaurain (13/04/2022), Bermerain (13/06/2022), Capelle-sur-Ecaillon (27/04/2022), Haussy (11/04/2022), Romeries (14/04/2022), Saint-Martin-sur-Ecaillon (13/04/2022), Saint-Python (31/05/2022), Saulzoir (30/05/2022), Vendegies-sur-Ecaillon (13/05/2022) et de Vertain (14/04/2022) se prononçant favorablement sur ces modifications de statuts conformément aux dispositions des articles L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de délibération des communes membres de Escarmain, Montrécourt, Solesmes, Sommaing-sur-Ecaillon et Viesly réputée favorable conformément aux dispositions de l'article L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les conditions de majorité requises prévues à l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales sont remplies ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Sous-Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'article 12 des statuts de la Communauté de Communes du Pays Solesmois est modifié et complété comme suit :

| GROUPE DE COMPETENCES | COMPETENCES |
|--|---|
| COMPETENCES OBLIGATOIRES (Art. L. 5214-16-I. CGCT) | |
| AMENAGEMENT DE L'ESPACE | Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire |
| | Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur |
| | Plan Local d'Urbanisme document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du CGCT |
| | Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire |
| | Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire |
| | Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme |
| GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS (article L.211-7 du code de l'environnement) | |
| ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage |
| COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS DES MENAGES ET DECHETS ASSIMILES | Création, gestion et entretien des déchetteries |

| COMPETENCES OPTIONNELLES (Art. L. 5214-16-II. CGCT) | |
|---|--|
| PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT | Protection, entretien, aménagement et création de sentiers ruraux |
| | Autres actions |
| | Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE de l'Escaut) |
| | Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) |
| POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE | Réhabilitation de l'habitat ancien, lutte contre l'insalubrité et l'indécence de l'habitat |
| | Création d'un observatoire de l'habitat |
| | Elaboration d'un PLH |
| CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET D'EQUIPEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET ELEMENTAIRE D'INTERET COMMUNAUTAIRE | Entretien des terrains de football |
| | Création, entretien et gestion des piscines intercommunales |
| | Création, entretien et gestion du conservatoire intercommunal |
| | Activités complémentaires à l'enseignement |
| | Création, animation et fonctionnement du réseau des bibliothèques |
| | Réseau de diffusion culturelle |
| ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE | Aide à domicile |
| | Aide ménagère |
| | Portage de repas à domicile |
| | Participation au pôle gérontologique |
| | Organisation et fonctionnement des centres de loisirs et d'un centre de vacances d'été intercommunal |
| | Création, entretien et gestion des centres multi-accueil (relais assistantes maternelles, haltes garderies, crèches) |
| | Actions visant à favoriser la formation, l'insertion et l'emploi |
| | Organisation d'un service de transport social |
| ASSAINISSEMENT | |
| EAU | |
| « CREATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC ET DEFINITION DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC Y AFFERENTES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 27-2 DE LA LOI N° 2000-321 DU 12 AVRIL 2000 RELATIVE AUX DROITS DES CITOYENS DANS LEURS RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS » | |
| COMPETENCES FACULTATIVES | |
| TRANSPORTS | Elaboration du plan de déplacements interurbains |
| MOBILITE | Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code |
| COOPERATION DECENTRALISEE | Action de coopération avec une Communauté de Communes de la Région de Kayes au Mali |
| RESEAUX ET SERVICES LOCAUX DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE (article L.1425-1 du CGCT) | Garantir l'accès au très haut débit et à la fibre sur le territoire communautaire |
| LUTTE CONTRE L'EROSION DES SOLS (article L.211-7, 4° du code de l'environnement) | |
| AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DES ENERGIES RENOUVELABLES EOLIENNES | |
| USAGE NUMERIQUE / NTIC EN MATIERE DE NUMERIQUE EDUCATIF POUR LA MISE EN PLACE D'UN ESPACE NUMERIQUE DE TRAVAIL POUR LES ECOLES DU 1^{ER} DEGRE | |

Article 2 : L'article 6 des statuts de la Communauté de Communes du Pays Solesmois est modifié comme suit :

"Le nombre total de conseillers communautaires composant l'organe délibérant de la communauté de communes du Pays Solesmois s'établit à 36 conformément à l'article L. 5211-6-1 du CGCT".

Article 3 : L'article 9 des statuts de la Communauté de Communes du Pays Solesmois est modifié comme suit :

"Le conseil communautaire fixe le nombre de vice-présidents, sans que ce nombre ne puisse être supérieur à 20 % arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. En l'espèce le nombre de vice-président est inférieur ou égal à 8".

Article 4 : L'article 11 des statuts de la Communauté de Communes du Pays Solesmois est modifié comme suit :

"Conformément à l'article L. 5211-10 du CGCT, le bureau élu par le conseil communautaire est composé du président, des vice-présidents et de 6 membres, lesquels sont élus par le conseil communautaire."

Article 5 : Les autres dispositions des statuts de la Communauté de Communes du Pays Solesmois demeurent inchangées.

Article 6 : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 : Le Sous-Préfet de CAMBRAI, le Président de la Communauté de Communes du Pays Solesmois sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une copie sera adressée à :

- MM. les Maires des communes membres,
- M. le Préfet de la région des Hauts-de-France, Préfet du Nord,
- M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes des Hauts-de-France,
- M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la région des Hauts-de-France et du département du Nord,

Fait à Cambrai, le **27 JUL. 2022**

Le Sous-Préfet de Cambrai

Raymond YEDDOU

STATUTS

Vu pour être annexés à l'arrêté préfectoral du **27 JUIL. 2022**

Pour le Préfet du Nord et par délégation,

Le Sous-Préfet de Cambrai

Raymond YEDDOU,



**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS SOLESMOIS
STATUTS**

Article 1er – COMMUNES MEMBRES

Il est constitué entre les communes de :

- Beurain
- Bermerain
- Capelle-sur-Ecaillon
- Escarmain
- Haussy
- Montrécourt
- Romerries
- Saint-Martin-sur-Ecaillon
- Saint-Python
- Saulzoir
- Solesmes
- Sommaing-sur-Ecaillon
- Vendegies-sur-Ecaillon
- Vertain
- Viesly

une Communauté de communes.

Article 2 – DENOMINATION

Cette Communauté de communes prend la dénomination « Communauté de Communes du Pays Solesmois ».

Article 3 – OBJET

La Communauté de Communes a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

Article 4 – SIEGE

Le siège de la Communauté de Communes est fixé à la : Zone d'Activité Économique du pigeon blanc, Voyette de Vertain à Solesmes (59730).

Article 5 – DUREE

La Communauté de Communes est créée pour une durée illimitée.

Article 6 – NOMBRE DE SIEGES DES COMMUNES MEMBRES

Le nombre total de conseillers communautaires composant l'organe délibérant de la Communauté de Communes du Pays Solesmois s'établit à 36 conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT.

Article 7 – REPARTITION DES SIEGES

La répartition du nombre des conseillers communautaires entre les communes membres est la suivante :

| COMMUNES | SIEGES TITULAIRES | SIEGES SUPPLEANTS |
|---------------------------|----------------------|----------------------|
| Beurain | 1 | 1 |
| Bermerain | 2 | - |
| Capelle-sur-Ecaillon | 1 | 1 |
| Escarmain | 1 | 1 |
| Haussy | 3 | - |
| Montrécourt | 1 | 1 |
| Romerries | 1 | 1 |
| Saint-Martin-sur-Ecaillon | 2 | - |

| | | |
|------------------------|-----------|---|
| Saint-Python | 2 | - |
| Saulzoir | 4 | - |
| Solesmes | 9 | - |
| Sommaing-sur-Ecaillon | 1 | 1 |
| Vendegies-sur-Ecaillon | 3 | - |
| Vertain | 2 | - |
| Viesly | 3 | - |
| TOTAL | 36 | |

Article 8 – ELECTION DES DELEGUES DES COMMUNES MEMBRES

La Communauté de communes est administrée par un conseil communautaire composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres. Les conseillers communautaire sont élus selon les conditions prévues aux articles L273-4 et L273-5-I du code électoral.

La désignation des délégués des communes membres est faite selon le nombre d'habitants de la commune membre conformément aux articles L273-6 ou L273-11 du code électoral.

Les conseillers communautaires sont élus pour la même durée que les conseillers municipaux de la commune qu'ils représentent et renouvelés intégralement à la même date que ceux-ci.

En cas de suspension, de dissolution ou de renouvellement d'un conseil municipal, le mandat des conseillers communautaires représentant la commune est prorogé jusqu'à l'élection consécutive.

En cas d'annulation de l'élection de l'ensemble du conseil municipal d'une commune, le mandat des conseillers communautaires la représentant prend fin à la même date que celui des conseillers municipaux.

En cas de suspension du mandat d'un conseiller municipal par le tribunal administratif, cette mesure s'applique aussi au mandat de conseiller communautaire exercé par le même élu.

En cas d'élection d'un nouveau maire en cours de mandat, le conseil municipal concerné doit se prononcer sur la nomination de ses délégués. Les délégués sortants sont rééligibles.

En cas de vacance parmi les délégués, par suite d'un décès, d'une démission ou toute autre cause, le conseil municipal pourvoit au remplacement dans un délai d'un mois.

Si un conseil municipal néglige ou refuse de nommer les délégués pour sa commune, celle-ci est représentée au sein du conseil communautaire par le maire si elle ne compte qu'un délégué, par le maire et le premier adjoint dans le cas contraire.

Article 9 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire élit le président. Le conseil communautaire fixe le nombre de vice-présidents, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20% arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. En l'espèce, le nombre de vice-président est inférieur ou égal à 8.

La Communauté de Communes est responsable, dans les conditions prévues par les articles L2123-31 à L2123-33 du code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les conseillers municipaux ou les maires, des accidents survenus aux membres du conseil communautaire et à son président.

Les conditions de validité des délibérations du conseil communautaire et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que fixent les articles L2121-7 et suivants du CGCT pour les conseils municipaux.

Toutefois, si le tiers des membres présents ou si le président le demande, le conseil décide de se former en comité secret.

Les lois et règlements qui concernent le contrôle administratif et financier des communes sont applicables à la Communauté de Communes du Pays Solesmois.

Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre, au siège de la communauté ou dans un autre lieu choisi par le conseil dans l'une des Communes Membres.

Le président est obligé de convoquer le conseil à la demande de plus de la moitié des membres du conseil.

Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat du président et des membres du bureau sont celles que fixent les articles L2122-7 à L2122-17 du CGCT pour les maires et les adjoints.

Lorsqu'une commune membre ne dispose que d'un seul conseiller communautaire, le conseiller municipal appelé à le suppléer, conformément aux articles L273-10 ou L273-12 du code électoral, dispose alors d'une voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du conseiller titulaire dès lors que ce dernier en a avisé le président. Le conseiller suppléant est destinataire des convocations aux réunions de l'organe délibérant, ainsi que des documents annexés à celles-ci.

L'administration des éventuels établissements issus ou faisant l'objet de la communauté est soumise aux règles de droit commun.

Les décisions du conseil communautaire dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil communautaire.

Article 10 – ROLE DU PRESIDENT

Conformément à l'article 5211-9 du CGCT, le président est l'organe exécutif de la communauté de communes.

A ce titre, il :

- Prépare et exécute les délibérations du conseil.
- Ordonne et exécute les dépenses et prescrit l'exécution des recettes.
- Est seul chargé de l'administration mais peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice- présidents et en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers à d'autres membres du bureau.
- Est chef des services de la Communauté de Communes.
- Représente la Communauté de Communes en justice.

Article 11 – COMPOSITION ET ROLES DU BUREAU

Conformément à l'article L5211-10 du CGCT, le bureau élu par le conseil communautaire est composé du président, des vice-présidents et de 6 membres, lesquels sont élus par le conseil communautaire.

D'autres postes spécifiques pourront être créés parmi les membres du bureau sur décision du conseil communautaire.

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire à l'exception :

- Du vote du budget.
- De l'approbation du compte administratif.
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de la communauté.
- De l'adhésion de la communauté à un autre établissement public.
- Des mesures de même nature que celles visées à l'article L1612-15 du CGCT, relatif à la procédure d'inscription d'office d'une dépense obligatoire.
- De la délégation de la gestion d'un service public.

Lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rend compte des travaux du bureau.

Article 12 – COMPETENCES

| GROUPE DE COMPETENCES | COMPETENCES |
|---|---|
| COMPETENCES OBLIGATOIRES (Art. L. 5214-16-I. CGCT) | |
| AMENAGEMENT DE L'ESPACE | Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire |
| | Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur |
| | Plan Local d'Urbanisme document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du CGCT |
| | Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire |
| | Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire |
| | Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme |
| GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS | |

| | |
|---|--|
| (article L.211-7 du code de l'environnement) | |
| ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage |
| COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS DES MENAGES ET DECHETS ASSIMILES | Création, gestion et entretien des déchetteries |
| COMPETENCES OPTIONNELLES (Art. L. 5214-16-II. CGCT) | |
| PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT | Protection, entretien, aménagement et création de sentiers ruraux |
| | Autres actions |
| | Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE de l'Escaut) |
| | Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) |
| POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE | Réhabilitation de l'habitat ancien, lutte contre l'insalubrité et l'indécence de l'habitat |
| | Création d'un observatoire de l'habitat |
| | Elaboration d'un PLH |
| CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET D'EQUIPEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET ELEMENTAIRE D'INTERET COMMUNAUTAIRE | Entretien des terrains de football |
| | Création, entretien et gestion des piscines intercommunales |
| | Création, entretien et gestion du conservatoire intercommunal |
| | Activités complémentaires à l'enseignement |
| | Création, animation et fonctionnement du réseau des bibliothèques |
| | Réseau de diffusion culturelle |
| ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE | Aide à domicile |
| | Aide ménagère |
| | Portage de repas à domicile |
| | Participation au pôle gérontologique |
| | Organisation et fonctionnement des centres de loisirs et d'un centre de vacances d'été intercommunal |
| | Création, entretien et gestion des centres multi-accueil (relais assistantes maternelles, haltes garderies, crèches) |
| | Actions visant à favoriser la formation, l'insertion et l'emploi |
| | Organisation d'un service de transport social |
| ASSAINISSEMENT | |
| EAU | |
| « CREATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC ET DEFINITION DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC Y AFFERENTES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 27-2 DE LA LOI N° 2000-321 DU 12 AVRIL 2000 RELATIVE AUX DROITS DES CITOYENS DANS LEURS RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS » | |
| COMPETENCES FACULTATIVES | |
| TRANSPORTS | Elaboration du plan de déplacements interurbains |
| MOBILITE | Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code |
| COOPERATION DECENTRALISEE | Action de coopération avec une Communauté de Communes de la Région de Kayes au Mali |
| RESEaux ET SERVICES LOCAUX DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE (article L.1425-1 du CGCT) | Garantir l'accès au très haut débit et à la fibre sur le territoire communautaire |
| LUTTE CONTRE L'EROSION DES SOLS (article L.211-7, 4° du code de l'environnement) | |
| AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ÉOLIENNES | |

| | |
|---|--|
| USAGE NUMERIQUE / NTIC EN MATIERE DE NUMERIQUE EDUCATIF POUR LA MISE EN PLACE D'UN ESPACE NUMERIQUE DE TRAVAIL POUR LES ECOLES DU 1^{ER} DEGRE | |
|---|--|

Article 13 - ADHESION DES NOUVELLES COMMUNES

Conformément à l'article L5211-18 du CGCT, les communes autres que celles initialement membres peuvent être admises à faire partie de la Communauté de Communes avec le consentement du conseil communautaire.

La délibération du conseil communautaire est notifiée aux maires de chacune des communes membres. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose ensuite d'un délai de 3 mois à compter de la notification de la délibération au maire de la commune, pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable (article L5211-5 du CGCT).

La décision d'admission est prise par l'autorité qualifiée.

Article 14 - RETRAIT D'UNE COMMUNE

Conformément à l'article L5211-19 du CGCT, une commune peut se retirer de la communauté de communes avec le consentement du conseil communautaire. Celui-ci fixe, en accord avec le conseil municipal intéressé, les conditions auxquelles s'opère le retrait (article L.5211-25-1 du CGCT).

La délibération du conseil communautaire est notifiée aux maires de chacune des Communes Membres. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose ensuite d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur le retrait envisagé, à compter de la notification de la délibération au maire de la commune. A défaut de délibération dans ce délai, la décision du conseil municipal est réputée défavorable.

La décision de retrait est prise par le représentant de l'Etat.

A défaut d'accord sur les conditions financières et patrimoniales de retrait, celles-ci seront fixées par arrêté du représentant de l'Etat.

Article 15 - EXTENSION DES ATTRIBUTIONS ET MODIFICATIONS DES CONDITIONS INITIALES DE FONCTIONNEMENT OU DE DUREE

Conformément aux articles L5211-17 et L5211-20 du CGCT, le conseil communautaire délibère sur l'extension des compétences et la modification des conditions initiales de fonctionnement ou de durée de la communauté.

Le conseil municipal de chaque Commune Membre dispose ensuite d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur les modifications proposées, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération. A défaut, la décision du conseil municipal est réputée favorable.

Article 16 - ADHESION DE LA COMMUNAUTE A UN AUTRE ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

L'adhésion de la communauté à un autre établissement public de coopération intercommunale est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la Communauté de Communes, donné dans les conditions de majorité qualifiées prévues à l'article L.5211-5 du CGCT.



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du Nord

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement, notamment les articles suivants : L. 211-3 concernant les mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie, L. 214-7 et L. 214-8 relatifs à l'application des mesures prises au titre de l'article L. 211-3 aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à déclaration, L. 214-17 et L. 214-18 concernant les obligations relatives aux ouvrages, L. 215-7 à L. 215-13 relatifs à la police et à la conservation des eaux, R. 211-66 à R. 211-70 relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau, R. 213-16 relatif à la coordination administrative dans le domaine de l'eau, R. 216-9 concernant les contraventions aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité du Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté cadre en date du 2 mars 2012 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas d'étiage sévère de la ressource ou de risques de pénurie liés aux épisodes de sécheresse dans les bassins versants des départements du Nord et du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2022, modifié le 17 juillet 2022 plaçant les bassins versants de la Sambre, le delta de l'Aa et de la Scarpe aval en situation d'alerte sécheresse, le bassin versant de l'Yser en alerte renforcée et prolongeant la situation de vigilance sécheresse sur les autres bassins versants du département du Nord ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois-Picardie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

Vu l'arrêté d'orientation pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Artois Picardie en date du 21 avril 2022 ;

Vu l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

Considérant les débits observés dans les cours d'eau du département du Nord ;

Considérant les niveaux des ressources et les conditions hydrologiques, piézométriques et météorologiques sur la période de recharge 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, puis 2019-2020 dans le département du Nord qui ont abouti à la prise d'arrêtés réglementant les usages de l'eau en 2017, 2018, 2019 et 2020 ;

Considérant que les conditions météorologiques de l'hiver 2021-2022 ont permis une recharge des masses d'eau souterraines apparaissant faible sur une partie du département et qu'il est donc nécessaire de limiter l'impact de la consommation sur la ressource ;

Considérant le déficit de pluie observé depuis mars 2022 et la détérioration des débits de certains cours d'eau du département, des mesures de restriction s'imposent afin d'anticiper une situation susceptible de se dégrader en situation d'alerte renforcée et de crise, et de limiter les impacts sur les milieux naturels malgré la situation de crise sur le bassin versant de l'Yser ;

Considérant que les prévisions pluviométriques ne permettent pas d'entrevoir une amélioration nette et pérenne de la situation du réseau hydrographique ;

Considérant le risque de report de prélèvements d'eaux superficielles vers des eaux souterraines et inversement, ainsi que les liens entre masses d'eau souterraines et superficielles ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Dans le département du Nord, conformément aux dispositions de l'arrêté cadre interdépartemental du 2 mars 2012 définissant les unités de référence et compte-tenu des relevés piézométriques et hydrométriques, les différents bassins versants sont placés en situation de :

| Unité de référence – Bassins versants | Situation |
|---------------------------------------|-----------------------------|
| Yser | Crise sécheresse |
| Audomarois et Delta de l'Aa | Alerte sécheresse |
| Lys | Vigilance sécheresse |
| Marque et Deûle | Vigilance sécheresse |
| Scarpe aval | Alerte renforcée sécheresse |
| Scarpe amont, Sensée et Escaut | Vigilance sécheresse |
| Sambre | Alerte sécheresse |

Les bassins versants en situation de vigilance sont invités à contribuer aux limitations d'usage. La liste des communes par unité de référence figure en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 – Mesures de restriction d'usage pour les bassins versants en situation d'alerte :

article 2-1 : Mesures concernant les secteurs industriel, artisanal et commercial

Les particuliers et collectivités sont invités à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font :

- tout prélèvement dans une voie d'eau ne peut se faire que dans les conditions définies à l'article 3 ;
- les activités industrielles, commerciales et artisanales doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Un registre de prélèvement doit être rempli hebdomadairement ;
- le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires ;
- les activités soumises à autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) doivent respecter les dispositions contenues dans leurs arrêtés d'autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques relatives aux prélèvements dans les eaux de surface ou les eaux souterraines ou pour économiser l'eau en relation à l'impact de leurs rejets d'eaux résiduelles sur le milieu naturel ;
- à défaut de dispositions spécifiques contenues dans leurs arrêtés d'autorisation et sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet, les ICPE autorisées à prélever plus de 1000 m³/jour dans les eaux de surface ou plus de 80 m³/heure dans les eaux souterraines voient leur autorisation réduite de 10%. Les exploitants des installations classées concernées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés.
- les ICPE soumises à autorisation au titre de la nomenclature ICPE voient leur autorisation de prélèvement dans le réseau d'eau potable réduite de 10%, sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet ;
- les autres entreprises doivent, au-delà de mesures structurelles d'économie d'eau, réaliser un suivi, a minima hebdomadaire, des consommations d'eau par atelier et sensibiliser le personnel aux économies potentielles. Elles doivent viser une économie d'eau de 10% pour la période à venir par rapport à la consommation de la même période qui précède la prise du présent arrêté. À défaut, elles doivent pouvoir justifier les raisons de non atteinte de cet objectif.

article 2-2 : Mesures concernant les agriculteurs et les pisciculteurs

- tout prélèvement dans une voie d'eau ne peut se faire que dans les conditions définies à l'article 3 ;
- l'irrigation des cultures est interdite les samedi et dimanche de 10 h à 18 h ;
- un registre de prélèvements est tenu à jour par l'exploitant ;

Les mesures ci-dessus, ne concernent ni les systèmes d'irrigation au goutte à goutte ou la brumisation des cultures sensibles (type salade), ni les prélèvements effectués pour l'abreuvement des animaux.

Les prélèvements à des fins piscicoles sont limités à 6 jours par semaine et à 90% de la somme des volumes journaliers autorisés pour chaque semaine de la période de restriction ; un registre de prélèvement est tenu à jour par le pisciculteur.

article 2-3 : Mesures concernant les autres usagers de l'eau

Les particuliers et collectivités sont invités à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font .

- tout prélèvement dans une voie d'eau ne peut se faire que dans les conditions définies à l'article 3 ;

- les essais de débit et de pression sur les poteaux et les bouches de défense incendie sont reportés sauf pour nécessité de sécurité publique ;
- les entretiens annuels des réservoirs d'eau potable nécessitant vidange puis remplissage sont reportés ;
- les fontaines publiques en circuit ouvert doivent être fermées ;
- le lavage des voiries doit être limité aux besoins strictement nécessaires pour assurer l'hygiène et la salubrité publique ;
- l'utilisation de l'eau pour le lavage des véhicules est interdit hors des stations professionnelles, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique (bétonnière...) et pour les véhicules d'urgence et de sécurité ;
- l'arrosage des pelouses, des espaces verts publics et privés, des jardins d'agrément, des jardins potagers, des espaces sportifs de toute nature est interdit de 9 à 19 heures ;
- l'arrosage des terrains de golf est interdit de 9 à 19 heures et le volume hebdomadaire de consommation d'eau doit être réduit de 10%. Un registre de consommation doit être rempli hebdomadairement pour faciliter les mesures de contrôle ;
- le remplissage des piscines privées à usage familial est interdit hormis celles dont la capacité est inférieure à 20m³ et doivent être gérées dans un souci d'économie de la ressource. Cette disposition ne s'applique pas aux piscines maçonnées en cours de construction pour des raisons techniques liées aux travaux ;
- le remplissage et les vidanges des piscines communales ou intercommunales et la purge des réseaux sont interdites et doivent être reportées. Cette interdiction ne s'applique pas aux opérations rendues nécessaires pour des raisons sanitaires ;
- le remplissage des étangs, plans d'eau et bassins existants est autorisé :
 - jusqu'à 30 % de la profondeur maximale du plan d'eau. Le niveau le plus profond du plan d'eau doit être visible et communicable à l'administration ;
 - et à condition de ne pas porter atteinte au milieu dans lequel le prélèvement est effectué, en respectant le débit minimum biologique du cours d'eau.

Au-delà de 30% de la hauteur maximale du plan d'eau, tout prélèvement ou remplissage est interdit.

Toutefois, le remplissage des étangs, plans d'eau et bassins non régulièrement autorisés au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou pour des huttes de chasse non immatriculées est interdit.

Article 2 bis – Mesures de restriction d'usage pour les bassins versants en situation d'alerte renforcée :

article 2-1 bis : Mesures concernant les secteurs industriel, artisanal et commercial

- tout prélèvement dans une voie d'eau ne peut se faire que dans les conditions définies à l'article 3 ;
- les activités industrielles, commerciales et artisanales doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Un registre de prélèvement doit être rempli hebdomadairement.
- le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.
- les activités soumises à autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) doivent respecter les dispositions contenues dans leurs arrêtés d'autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques relatives aux prélèvements dans les eaux de surface ou les eaux souterraines ou pour économiser l'eau en relation à l'impact de leurs rejets d'eaux résiduelles sur le milieu naturel.
- à défaut de dispositions spécifiques contenues dans leurs arrêtés d'autorisation et sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet, les ICPE autorisées à prélever plus de 1 000 m³/jour dans les eaux de surface ou plus de 80 m³/heure dans les eaux souterraines voient leur autorisation réduite de 20%. Les exploitants des installations classées concernées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés ;

- les ICPE soumises à autorisation au titre de la nomenclature ICPE voient leur autorisation de prélèvement dans le réseau d'eau potable réduite de 20%, sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet ;
- les autres entreprises doivent, au-delà de mesures structurelles d'économie d'eau, réaliser un suivi, a minima hebdomadaire, des consommations d'eau par atelier et sensibiliser le personnel aux économies potentielles. Elles doivent viser une économie d'eau de 20% pour la période à venir par rapport à la consommation de la même période qui précède la prise du présent arrêté. À défaut, elles doivent pouvoir justifier les raisons de non atteinte de cet objectif.

article 2-2 bis : Mesures concernant les agriculteurs et les pisciculteurs

- tout prélèvement dans une voie d'eau ne peut se faire que dans les conditions définies à l'article 3 ;
- l'irrigation des cultures est interdite les mardi, jeudi, samedi et dimanche de 10 h à 19 h.
- un registre de prélèvements est tenu à jour par l'exploitant.

Les mesures ci-dessus, ne concernent ni les systèmes d'irrigation au goutte à goutte ou la brumisation des cultures sensibles (type salade), ni les prélèvements effectués pour l'abreuvement des animaux.

Les prélèvements à des fins piscicoles sont limités à 5 jours par semaine et à 80% de la somme des volumes journaliers autorisés pour chaque semaine de la période de restriction ; un registre de prélèvement est tenu à jour par le pisciculteur.

article 2-3 bis : Mesures concernant les autres usagers de l'eau

Les autres usagers de l'eau sont invités à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font.

- tout prélèvement dans une voie d'eau ne peut se faire que dans les conditions définies à l'article 3.
- les essais de débit et de pression sur les poteaux et les bouches de défense incendie sont reportés sauf pour nécessité de sécurité publique.
- les entretiens annuels des réservoirs d'eau potable nécessitant vidange puis remplissage sont reportés ;
- les fontaines publiques en circuit ouvert doivent être fermées ;
- le lavage des voiries est interdit sauf impératif sanitaire ;
- l'utilisation de l'eau pour le lavage des véhicules est interdit hors des stations professionnelles, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique (bétonnière...) et pour les véhicules d'urgence et de sécurité ;
- l'arrosage des pelouses, des espaces verts, des jardins d'agrément, des jardinières et plates-bandes fleuries, publics et privés, des espaces sportifs de toute nature est interdit.
- Par exception, l'arrosage des espaces sportifs est autorisé entre 20h00 et 8h00, limité au strict minimum permettant le déroulement des compétitions en toute sécurité et réalisé exclusivement sur les parties nécessaires à l'activité des sportifs pour les compétitions.
- l'arrosage des jardins potagers et plantations de jeunes arbres est autorisé de 20h00 à 8h00.
- l'arrosage des terrains de golf est interdit à l'exception des greens et départs uniquement entre 20h00 à 8h00. Le registre de consommation doit être rempli pour faciliter les mesures de contrôle ;
- le remplissage des piscines privées à usage familial est interdit. Cette disposition ne s'applique pas aux piscines maçonnées en cours de construction pour des raisons techniques liées aux travaux.
- le remplissage et les vidanges des piscines communales ou intercommunales et la purge des réseaux sont interdites et doivent être reportées. Cette interdiction ne s'applique pas aux opérations rendues nécessaires pour des raisons sanitaires ;
- le remplissage des étangs, plans d'eau et bassins de loisirs est interdit.
- la vidange des plans d'eau de toute nature est interdite dans le milieu hydrographique superficiel.

- les travaux sur les stations de traitement des eaux usées et les réseaux de collecte nécessitant le délestage sans traitement d'effluents dans le milieu récepteur sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé. Toute pollution constatée doit faire l'objet d'une intervention immédiate avec la mise en place de dispositifs permettant de limiter les impacts sur le milieu récepteur avec information du service police de l'eau de la DDTM.

Article 2 ter – Mesures de restriction d'usage pour les bassins versants en situation de crise :

article 2-1 ter : Mesures concernant les secteurs industriel, artisanal et commercial

- tout prélèvement dans une voie d'eau est interdit ;
- les activités commerciales et artisanales doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Un registre de prélèvement doit être rempli hebdomadairement ;
- pour les activités industrielles, dont les ICPE, toute consommation d'eau autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité est interdite, sauf dérogation accordée par le préfet (à adresser par courriel à pref-installations-classees@nord.gouv.fr et ddtm-secheresse-59@nord.gouv.fr) ;
- les demandes de dérogation devront être motivées et proposer des mesures de réduction des prélèvements significativement supérieures à celles prises en cas d'alerte renforcée. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement ;
- les exploitants des installations classées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés ;
- le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions sont prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel ou en réseau d'assainissement collectif d'eaux insuffisamment ou non traitées ou traitées. L'auto-surveillance est renforcée.

article 2-2 ter : Mesures concernant les agriculteurs et les pisciculteurs

- tout prélèvement dans une voie d'eau est interdit, sauf pour l'abreuvement des animaux ;
- l'irrigation est interdite à l'exception des cultures de légumes frais et transformés dont l'irrigation est autorisée du dimanche 20h00 au lundi 10h00, du mardi 20h00 au mercredi 13h00 et du jeudi 20h00 au vendredi 10h00.
- un registre de prélèvements est tenu à jour par l'exploitant.

article 2-3 ter : Mesures concernant les autres usagers de l'eau

Les autres usagers de l'eau sont invités à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font.

- tout prélèvement dans une voie d'eau est interdit.
- les essais de débit et de pression sur les poteaux et les bouches de défense incendie sont reportés sauf pour nécessité de sécurité publique.
- les entretiens annuels des réservoirs d'eau potable nécessitant vidange puis remplissage sont reportés ;
- les fontaines publiques en circuit ouvert doivent être fermées ;
- le lavage des voiries est interdit sauf impératif sanitaire ;
- l'utilisation de l'eau pour le lavage des véhicules est interdit hors des stations professionnelles, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique (bétonnière...) et pour les véhicules d'urgence et de sécurité ;
- l'arrosage des pelouses, des espaces verts, des jardins d'agrément, des jardinières et plates-bandes fleuries, publics et privés, des espaces sportifs de toute nature est interdit.
- l'arrosage des jardins potagers est interdit sauf s'il est réalisé à partir d'un dispositif de récupération des eaux de pluie ;
- l'arrosage des golfs est interdit ;

- le remplissage des piscines privées à usage familial est interdit. Cette disposition ne s'applique pas aux piscines maçonnées en cours de construction pour des raisons techniques liées aux travaux.
- le remplissage et les vidanges des piscines communales ou intercommunales et la purge des réseaux sont interdites et doivent être reportées. Cette interdiction ne s'applique pas aux opérations rendues nécessaires pour des raisons sanitaires ;
- le remplissage des étangs, plans d'eau et bassins de loisirs est interdit.
- la vidange des plans d'eau de toute nature est interdite dans le milieu hydrographique superficiel.
- les travaux sur les stations de traitement des eaux usées et les réseaux de collecte nécessitant le déstagement sans traitement d'effluents dans le milieu récepteur sont interdits.
Toute pollution constatée doit faire l'objet d'une intervention immédiate avec la mise en place de dispositifs permettant de limiter les impacts sur le milieu récepteur avec information du service police de l'eau de la DDTM.

Article 3 – Mesures spécifiques aux prélèvements dans les voies d'eau

Sont autorisés les prélèvements dans les voies d'eau :

- qui ont déjà été autorisés au titre du code de l'environnement ;
- qui ont déjà été déclarés par le pétitionnaire et qui ont fait l'objet d'un accord du service police de l'eau pour l'année en cours ;
- ou qui ont fait l'objet d'une déclaration adressée par le pétitionnaire au service police de l'eau à l'aide du formulaire en annexe 2. Cette déclaration se fait par courriel adressé à ddtm-secheresse-59@nord.gouv.fr. Elle n'est valable qu'après réception d'un accusé de réception, adressé après validation de la complétude des informations demandées.

Ces dispositions ne s'appliquent pas au bassin versant de l'Yser, du fait de son placement en situation de crise.

Le courrier d'accord ou le courriel d'accusé de réception doit être tenu à la disposition des agents en charge des contrôles.

La pose d'un compteur et la tenue journalière d'un carnet de suivi des prélèvements sont en outre obligatoires.

Pour les prélèvements ayant une incidence rapide sur le débit des cours d'eau, des « tours d'eau » doivent être organisés.

Tout prélèvement entraînant un assec d'une voie d'eau est proscrit.

Tout prélèvement ou rejet dans le milieu naturel portant atteinte à la préservation des milieux du fait d'un assec ou d'un débit insuffisant de la voie d'eau est proscrit.

Lorsque le débit des cours d'eau est insuffisant au regard des usages qui lui sont liés ou quand la ligne d'eau dans les canaux est difficile à tenir par les gestionnaires, des restrictions sont décidées après concertation avec les parties prenantes des territoires concernés, pour un partage de la ressource entre usagés.

Article 4 – Mesures ultérieures

En cas d'aggravation des conditions hydrologiques, météorologiques ou piézométriques, de nouvelles mesures restrictives pourront être activées par arrêté préfectoral.

Article 5 – Date d’effet et durée de validité

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication jusqu’au 15 septembre 2022. Dans le bassin versant de l’Yser, les activités industrielles disposent d’un délai de huit jours à compter de la publication de l’arrêté pour se mettre en conformité.

Article 6 – Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et affiché dans les mairies des communes du département.

Article 7 – Le présent arrêté abroge les arrêtés préfectoraux des 15 et 17 juillet 2022.

Article 8 – Délais et voie de recours

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants de code de justice administrative :

- un recours gracieux peut être déposé auprès de monsieur le préfet du Nord, 12-14 rue Jean sans Peur - CS 20003 – 59039 Lille Cedex ;
- un recours hiérarchique peut être déposé auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – grande arche de La Défense – paroi sud/Tour Sequoia – 92055 La Défense ;
- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 – 59014 cedex Lille.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l’application informatique télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr. L’absence de réponse de l’administration sur un recours gracieux ou hiérarchique au terme du délai de deux mois vaut rejet implicite. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu’à compter du rejet explicite ou implicite de l’un de ces recours.

Article 9 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, les sous-préfets d’arrondissement, les directeurs de la direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement et de la direction départementale des territoires et de la mer, le chef du service départemental de l’office français de la biodiversité et les maires du département du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Lille, le **29 JUL. 2022**


Georges-François LECLERC

Copie adressée à :

- M. le directeur de l'eau et de la biodiversité du ministère de la transition écologique
- M. le préfet de la région Hauts-de-France, préfet coordonnateur de bassin
- M. le préfet du Pas-de-Calais
- M. le préfet de l'Aisne
- M. le directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie
- M. le directeur général de l'agence régionale de la santé
- M. le directeur général des voies navigables de France
- M. le directeur général de l'office français de la biodiversité
- Mme la directrice départementale de la protection des populations du Nord
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours
- M. le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
- M. le président du conseil départemental du Nord
- M. le président de la chambre d'agriculture des Hauts-de-France
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de région Hauts-de-France
- M. le président de la chambre de métiers et de l'artisanat du Nord
- M. le président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection des milieux aquatiques du Nord
- M. le président de la fédération des chasseurs du Nord

ANNEXE

Liste des communes par unité de référence

Bassins versants de l'Audomarois et du Delta de l'Aa

| code INSEE | Commune |
|------------|---------------------|
| 59016 | ARMBOUTS-CAPPEL |
| 59067 | BERGUES |
| 59082 | BIERNE |
| 59083 | BISSEZEELE |
| 59094 | BOURBOURG |
| 59107 | BRAY-DUNES |
| 59110 | BROUCKERQUE |
| 59130 | CAPPELLE-BROUCK |
| 59131 | CAPPELLE-LA-GRANDE |
| 59155 | COUDEKERQUE-BRANCHE |
| 59159 | CRAYWICK |
| 59162 | CROCHTE |
| 59182 | DRINCHAM |
| 59183 | DUNKERQUE |
| 59184 | EBBLINGHEM |
| 59200 | ERINGHEM |
| 59248 | FORT-MARDYCK |
| 59260 | GHYVELDE |
| 59271 | GRANDE-SYNTHÉ |
| 59272 | GRAND-FORT-PHILIPPE |
| 59273 | GRAVELINES |
| 59307 | HOLQUE |
| 59309 | HONDSCHOOTE |
| 59319 | HOYMILLE |
| 59326 | KILLEM |
| 59340 | LEFFRINCKOUCKE |
| 59404 | LES MOERES |
| 59358 | LOOBERGHE |
| 59359 | LOON-PLAGE |
| 59366 | LYNDE |
| 59397 | MERCKEGHEM |
| 59402 | MILLAM |
| 59433 | NIEURLET |
| 59463 | PITGAM |
| 59478 | QUAEDYPRE |

| code INSEE | Commune |
|------------|------------------------|
| 59497 | RENESECURE |
| 59532 | SAINT-GEORGES-SUR-L'AA |
| 59538 | SAINT-MOMELIN |
| 59539 | SAINT-PIERRE-BROUCK |
| 59540 | SAINT-POL-SUR-MER |
| 59570 | SOCX |
| 59576 | SPYCKER |
| 59579 | STEENE |
| 59588 | TETEGHEM |
| 59605 | UXEM |
| 59641 | WARHEM |
| 59647 | WATTEN |
| 59664 | WULVERDINGUE |
| 59668 | ZUYDCOOTE |

Liste des communes par unité de référence

Bassin versant de la Lys

| code INSEE | Commune |
|------------|---------------------------|
| 59017 | ARMENTIERES |
| 59025 | AUBERS |
| 59043 | BAILLEUL |
| 59073 | BERTHEN |
| 59084 | BLARINGHEM |
| 59087 | BOESEGHEM |
| 59088 | BOIS-GRENIER |
| 59091 | BORRE |
| 59120 | CAESTRE |
| 59195 | ENGLOS |
| 59196 | ENNETIERES-EN-WEPPE |
| 59202 | ERQUINGHEM-LYS |
| 59208 | ESCOBECQUES |
| 59212 | ESTAIRES |
| 59237 | FLETRE |
| 59252 | FRELINGHIEN |
| 59257 | FROMELLES |
| 59293 | HAVESKERQUE |
| 59295 | HAZEBROUCK |
| 59303 | HERLIES |
| 59308 | HONDEGHEM |
| 59317 | HOUPLINES |
| 59320 | ILLIES |
| 59051 | LA BASSEE |
| 59143 | LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES |
| 59268 | LA GORGUE |
| 59180 | LE DOULIEU |
| 59371 | LE MAISNIL |
| 59399 | MERRIS |
| 59400 | MERVILLE |
| 59401 | METEREN |
| 59416 | MORBECQUE |
| 59423 | NEUF-BERQUIN |
| 59431 | NIEPPE |
| 59457 | PERENCHIES |

| code INSEE | Commune |
|------------|--------------------|
| 59469 | PRADELLES |
| 59470 | PREMESQUES |
| 59487 | RADINGHEM-EN-WEPPE |
| 59535 | SAINT-JANS-CAPPEL |
| 59568 | SERCUS |
| 59578 | STEENBECQUE |
| 59581 | STEENWERCK |
| 59582 | STRAZEELE |
| 59590 | THIENNES |
| 59615 | VIEUX-BERQUIN |
| 59634 | WALLON-CAPPEL |

Liste des communes par unité de référence

Bassins versants de la Marque et de la Deûle 1/2

| code INSEE | Commune |
|------------|-----------------------|
| 59005 | ALLENES-LES-MARAIS |
| 59011 | ANNOEULLIN |
| 59013 | ANSTAING |
| 59022 | ATTICHES |
| 59028 | AUBY |
| 59034 | AVELIN |
| 59044 | BAISIEUX |
| 59052 | BAUVIN |
| 59056 | BEAUCAMPS-LIGNY |
| 59090 | BONDUES |
| 59096 | BOURGHELLES |
| 59098 | BOUSBECQUE |
| 59106 | BOUVINES |
| 59123 | CAMPHIN-EN-CAREMBAULT |
| 59124 | CAMPHIN-EN-PEVELE |
| 59128 | CAPINGHEM |
| 59129 | CAPPELLE-EN-PEVELE |
| 59133 | CARNIN |
| 59145 | CHEMY |
| 59146 | CHERENG |
| 59150 | COBRIEUX |
| 59152 | COMINES |
| 59163 | CROIX |
| 59168 | CYSOING |
| 59173 | DEULEMONT |
| 59670 | DON |
| 59193 | EMMERIN |
| 59197 | ENNEVELIN |
| 59201 | ERQUINGHEM-LE-SEC |
| 59211 | ESQUERCHIN |
| 59220 | FACHES-THUMESNIL |
| 59234 | FLERS-EN-ESCREBIEUX |
| 59247 | FOREST-SUR-MARQUE |
| 59250 | FOURNES-EN-WEPPE |
| 59256 | FRETIN |
| 59258 | GENECH |
| 59266 | GONDECOURT |
| 59275 | GRUSON |

| code INSEE | Commune |
|------------|-------------------------|
| 59278 | HALLENES-LEZ-HAUBOURDIN |
| 59279 | HALLUIN |
| 59281 | HANTAY |
| 59286 | HAUBOURDIN |
| 59299 | HEM |
| 59304 | HERRIN |
| 59316 | HOUPLIN-ANCOISNE |
| 59368 | LA MADELEINE |
| 59427 | LA NEUVILLE |
| 59328 | LAMBERSART |
| 59332 | LANNOY |
| 59334 | LAUWIN-PLANQUE |
| 59339 | LEERS |
| 59343 | LESQUIN |
| 59346 | LEZENNES |
| 59350 | LILLE |
| 59352 | LINSELLES |
| 59356 | LOMPRET |
| 59360 | LOOS |
| 59364 | LOUVIL |
| 59367 | LYS-LEZ-LANNOY |
| 59378 | MARCQ-EN-BAROEUL |
| 59386 | MARQUETTE-LEZ-LILLE |
| 59388 | MARQUILLIES |
| 59398 | MERIGNIES |
| 59410 | MONS-EN-BAROEUL |
| 59411 | MONS-EN-PEVELE |
| 59421 | MOUVAUX |
| 59426 | NEUVILLE-EN-FERRAIN |
| 59437 | NOYELLES-LES-SECLIN |
| 59452 | OSTRICOURT |
| 59458 | PERONNE-EN-MELANTOIS |
| 59462 | PHALEMPIN |
| 59466 | PONT-A-MARCQ |
| 59477 | PROVIN |
| 59482 | QUESNOY-SUR-DEULE |
| 59507 | RONCHIN |
| 59508 | RONCQ |
| 59512 | ROUBAIX |

Liste des communes par unité de référence

Bassins versants de la Marque et de la Deûle

2/2

| code INSEE | Commune |
|------------|-----------------------|
| 59522 | SAILLY-LEZ-LANNOY |
| 59523 | SAINGHIN-EN-MELANTOIS |
| 59524 | SAINGHIN-EN-WEPPE |
| 59527 | SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE |
| 59550 | SALOME |
| 59553 | SANTES |
| 59560 | SECLIN |
| 59566 | SEQUEDIN |
| 59585 | TEMPLEMARS |
| 59586 | TEMPLEUVE-EN-PEVELE |
| 59592 | THUMERIES |
| 59598 | TOUFFLERS |
| 59599 | TOURCOING |
| 59600 | TOURMIGNIES |
| 59602 | TRESSIN |
| 59609 | VENDEVILLE |
| 59611 | VERLINGHEM |
| 59009 | VILLENEUVE D'ASCQ |
| 59630 | WAHAGNIES |
| 59636 | WAMBRECHIES |
| 59638 | WANNEHAIN |
| 59643 | WARNETON |
| 59646 | WASQUEHAL |
| 59648 | WATTIGNIES |
| 59650 | WATTRELOS |
| 59653 | WAVRIN |
| 59656 | WERVICQ-SUD |
| 59658 | WICRES |
| 59660 | WILLEMS |

Liste des communes par unité de référence

Bassin versant de la Sambre 1/2

| code INSEE | Commune |
|------------|------------------------|
| 59003 | AIBES |
| 59012 | ANOR |
| 59021 | ASSEVENT |
| 59033 | AULNOYE-AYMERIES |
| 59035 | AVESNELLES |
| 59036 | AVESNES-SUR-HELPE |
| 59041 | BACHANT |
| 59045 | BAIVES |
| 59050 | BAS-LIEU |
| 59055 | BAZUEL |
| 59058 | BEAUFORT |
| 59061 | BEAUREPAIRE-SUR-SAMBRE |
| 59062 | BEAURIEUX |
| 59066 | BERELLES |
| 59068 | BERLAIMONT |
| 59078 | BEUGNIES |
| 59093 | BOULOGNE-SUR-HELPE |
| 59101 | BOUSIGNIES-SUR-ROC |
| 59103 | BOUSSIEREES-SUR-SAMBRE |
| 59104 | BOUSSOIS |
| 59134 | CARTIGNIES |
| 59137 | CATILLON-SUR-SAMBRE |
| 59142 | CERFONTAINE |
| 59147 | CHOISIES |
| 59148 | CLAIRFAYTS |
| 59151 | COLLERET |
| 59157 | COUSOLRE |
| 59169 | DAMOUSIES |
| 59174 | DIMECHAUX |
| 59175 | DIMONT |
| 59177 | DOMPIERRE-SUR-HELPE |
| 59181 | DOURLERS |
| 59186 | ECCLES |
| 59187 | ECLAIBES |
| 59188 | ECUELIN |
| 59198 | EPPE-SAUVAGE |
| 59218 | ETROEUNGT |
| 59223 | LE FAVRIL |

| code INSEE | Commune |
|------------|----------------------|
| 59225 | FEIGNIES |
| 59226 | FELLERIES |
| 59229 | FERON |
| 59230 | FERRIERE-LA-GRANDE |
| 59231 | FERRIERE-LA-PETITE |
| 59233 | FLAUMONT-WAUDRECHIES |
| 59240 | FLOURSIES |
| 59241 | FLOYON |
| 59249 | FOURMIES |
| 59261 | GLAGEON |
| 59270 | GRAND-FAYT |
| 59274 | LA GROISE |
| 59283 | HARGNIES |
| 59290 | HAUT-LIEU |
| 59291 | HAUTMONT |
| 59306 | HESTRUD |
| 59324 | JEUMONT |
| 59331 | LANDRECIES |
| 59333 | LAROUILLIES |
| 59342 | LEZ-FONTAINE |
| 59344 | LEVAL |
| 59347 | LIESSIES |
| 59351 | LIMONT-FONTAINE |
| 59353 | LOCQUIGNOL |
| 59365 | LOUVROIL |
| 59374 | MARBAIX |
| 59384 | MAROILLES |
| 59385 | MARPENT |
| 59392 | MAUBEUGE |
| 59395 | MAZINGHIEN |
| 59406 | MONCEAU-SAINT-WAAST |
| 59420 | MOUSTIER-EN-FAGNE |
| 59424 | NEUF-MESNIL |
| 59439 | NOYELLES-SUR-SAMBRE |
| 59442 | OBRECHIES |
| 59445 | OHAIN |
| 59450 | ORS |
| 59461 | PETIT-FAYT |

Liste des communes par unité de référence

Bassin versant de la Sambre 2/2

| code INSEE | Commune |
|------------|-------------------------|
| 59467 | PONT-SUR-SAMBRE |
| 59474 | PRISCHES |
| 59483 | QUIEVELON |
| 59490 | RAINSARS |
| 59493 | RAMOUSIES |
| 59495 | RECQUIGNIES |
| 59496 | REJET-DE-BEAULIEU |
| 59514 | ROUSIES |
| 59525 | SAINS-DU-NORD |
| 59529 | SAINT-AUBIN |
| 59534 | SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE |
| 59542 | SAINT-REMY-CHAUSSEE |
| 59543 | SAINT-REMY-DU-NORD |
| 59555 | SARS-POTERIES |
| 59556 | SASSEGINES |
| 59562 | SEMERIES |
| 59563 | SEMOUSIES |
| 59572 | SOLRE-LE-CHATEAU |
| 59573 | SOLRINNES |
| 59562 | SEMERIES |
| 59563 | SEMOUSIES |
| 59572 | SOLRE-LE-CHATEAU |
| 59573 | SOLRINNES |
| 59583 | TAISNIERES-EN-THIERACHE |
| 59601 | TRELON |
| 59617 | VIEUX-MESNIL |
| 59633 | WALLERS-EN-FAGNE |
| 59649 | WATTIGNIES-LA-VICTOIRE |
| 59659 | WIGNEHIES |
| 59661 | WILLIES |

Liste des communes par unité de référence

Bassins versants de la Scarpe Amont, de la Sensée et de l'Escaut 1/4

| code INSEE | Commune |
|------------|-------------------------|
| 59001 | ABANCOURT |
| 59006 | AMFROIPRET |
| 59010 | ANNEUX |
| 59014 | ANZIN |
| 59015 | ARLEUX |
| 59019 | ARTRES |
| 59023 | AUBENCHEUL-AU-BAC |
| 59026 | AUBIGNY-AU-BAC |
| 59031 | AUDIGNIES |
| 59032 | AULNOY-LES-VALENCIENNES |
| 59037 | AVESNES-LES-AUBERT |
| 59038 | AVESNES-LE-SEC |
| 59039 | AWOINGT |
| 59047 | BANTEUX |
| 59048 | BANTIGNY |
| 59049 | BANTOUZELLE |
| 59053 | BAVAY |
| 59057 | BEAUDIGNIES |
| 59059 | BEAUMONT-EN-CAMBRESIS |
| 59060 | BEURAIN |
| 59063 | BEAUVOIS-EN-CAMBRESIS |
| 59065 | BELLIGNIES |
| 59069 | BERMERAIN |
| 59070 | BERMERIES |
| 59072 | BERSILLIES |
| 59074 | BERTRY |
| 59075 | BETHENCOURT |
| 59076 | BETTIGNIES |
| 59077 | BETTRECHIES |
| 59079 | BEUVRAGES |
| 59081 | BEVILLERS |
| 59085 | BLECOURT |
| 59092 | BOUCHAIN |
| 59097 | BOURSIES |
| 59099 | BOUSIES |
| 59102 | BOUSSIERES-EN-CAMBRESIS |
| 59108 | BRIASTRE |

| code INSEE | Commune |
|------------|-------------------------|
| 59112 | BRUAY-SUR-L'ESCAUT |
| 59115 | BRUNEMONT |
| 59116 | BRY |
| 59117 | BUGNICOURT |
| 59118 | BUSIGNY |
| 59121 | CAGNONCLES |
| 59122 | CAMBRAI |
| 59125 | CANTAING-SUR-ESCAUT |
| 59126 | CANTIN |
| 59127 | CAPELLE |
| 59132 | CARNIERES |
| 59138 | CATTENIERES |
| 59139 | CAUDRY |
| 59140 | CAULLERY |
| 59141 | CAUROIR |
| 59149 | CLARY |
| 59153 | CONDE-SUR-L'ESCAUT |
| 59156 | COURCHELETTES |
| 59160 | CRESPIN |
| 59161 | CREVECOEUR-SUR-L'ESCAUT |
| 59164 | CROIX-CALUYAU |
| 59165 | CUINCY |
| 59166 | CURGIES |
| 59167 | CUVILLERS |
| 59171 | DEHERIES |
| 59172 | DENAIN |
| 59176 | DOIGNIES |
| 59179 | DOUCHY-LES-MINES |
| 59190 | ELESMES |
| 59191 | ELINCOURT |
| 59194 | ENGLEFONTAINE |
| 59204 | ESCARMAIN |
| 59205 | ESCAUDAIN |
| 59206 | ESCAUDOEUVRES |
| 59207 | ESCAUTPONT |

Liste des communes par unité de référence

Bassins versants de la Scarpe Amont, de la Sensée et de l'Escaut 2/4

| code INSEE | Commune |
|------------|-----------------------|
| 59209 | ESNES |
| 59213 | ESTOURMEL |
| 59214 | ESTREES |
| 59215 | ESTREUX |
| 59219 | ESTRUN |
| 59216 | ESWARS |
| 59217 | ETH |
| 59221 | FAMARS |
| 59224 | FECHAIN |
| 59228 | FERIN |
| 59236 | FLESQUIERES |
| 59238 | FLINES-LES-MORTAGNE |
| 59242 | FONTAINE-AU-BOIS |
| 59243 | FONTAINE-AU-PIRE |
| 59244 | FONTAINE-NOTRE-DAME |
| 59246 | FOREST-EN-CAMBRESIS |
| 59251 | FRASNOY |
| 59253 | FRESNES-SUR-ESCAUT |
| 59254 | FRESSAIN |
| 59255 | FRESSIES |
| 59259 | GHISSIGNIES |
| 59263 | GOEULZIN |
| 59264 | GOGNIES-CHAUSSEE |
| 59265 | GOMMEGNIES |
| 59267 | GONNELIEU |
| 59269 | GOUZEAUCOURT |
| 59277 | GUSSIGNIES |
| 59280 | HAMEL |
| 59285 | HASPRES |
| 59287 | HAUCOURT-EN-CAMBRESIS |
| 59288 | HAULCHIN |
| 59289 | HAUSSY |
| 59294 | HAYNECOURT |
| 59296 | HECQ |
| 59300 | HEM-LENGLET |
| 59301 | HERGNIES |
| 59310 | HON-HERGIES |
| 59311 | HONNECHY |

| code INSEE | Commune |
|------------|------------------------|
| 59312 | HONNECOURT-SUR-ESCAUT |
| 59313 | HORDAIN |
| 59315 | HOUDAIN-LEZ-BAVAY |
| 59321 | INCHY |
| 59322 | IWUY |
| 59323 | JENLAIN |
| 59325 | JOLIMETZ |
| 59232 | LA FLAMENGRIE |
| 59357 | LA LONGUEVILLE |
| 59564 | LA SENTINELLE |
| 59329 | LAMBRES-LEZ-DOUAI |
| 59136 | LE CATEAU-CAMBRESIS |
| 59481 | LE QUESNOY |
| 59336 | LECLUSE |
| 59517 | LES RUES-DES-VIGNES |
| 59341 | LESDAIN |
| 59348 | LIEU-SAINT-AMAND |
| 59349 | LIGNY-EN-CAMBRESIS |
| 59361 | LOURCHES |
| 59363 | LOUVIGNIES-QUESNOY |
| 59369 | MAING |
| 59370 | MAIRIEUX |
| 59372 | MALINCOURT |
| 59377 | MARCOING |
| 59379 | MARCQ-EN-OSTREVENT |
| 59381 | MARESCHES |
| 59382 | MARETZ |
| 59383 | MARLY |
| 59387 | MARQUETTE-EN-OSTREVANT |
| 59389 | MASNIERES |
| 59391 | MASTAING |
| 59394 | MAUROIS |
| 59396 | MECQUIGNIES |
| 59405 | MOEUVRES |
| 59407 | MONCHAUX-SUR-ECAILLON |
| 59412 | MONTAY |

Liste des communes par unité de référence

Bassins versants de la Scarpe Amont, de la Sensée et de l'Escaut 3/4

| code INSEE | Commune |
|------------|--------------------------|
| 59413 | MONTIGNY-EN-CAMBRESIS |
| 59415 | MONTRECOURT |
| 59422 | NAVES |
| 59425 | NEUVILLE-EN-AVESNOIS |
| 59428 | NEUVILLE-SAINT-REMY |
| 59429 | NEUVILLE-SUR-ESCAUT |
| 59430 | NEUVILLY |
| 59432 | NIERGNIES |
| 59438 | NOYELLES-SUR-ESCAUT |
| 59440 | NOYELLES-SUR-SELLE |
| 59441 | OBIES |
| 59444 | ODOMEZ |
| 59447 | ONNAING |
| 59451 | ORSINVAL |
| 59455 | PAILLENCOURT |
| 59464 | POIX-DU-NORD |
| 59465 | POMMEREUIL |
| 59468 | POTELLE |
| 59471 | PRESEAU |
| 59472 | PREUX-AU-BOIS |
| 59473 | PREUX-AU-SART |
| 59475 | PROUVY |
| 59476 | PROVILLE |
| 59479 | QUAROUBLE |
| 59480 | QUERENAING |
| 59484 | QUIEVRECHAIN |
| 59485 | QUIEVY |
| 59488 | RAILLENCOURT-SAINTE-OLLE |
| 59492 | RAMILLIES |
| 59494 | RAUCOURT-AU-BOIS |
| 59498 | REUMONT |
| 59500 | RIBECOURT-LA-TOUR |
| 59502 | RIEUX-EN-CAMBRESIS |
| 59503 | ROBERSART |
| 59504 | ROEULX |
| 59505 | ROMBIES-ET-MARCHIPONT |
| 59506 | ROMERIES |

| code INSEE | Commune |
|------------|---------------------------|
| 59515 | ROUVIGNIES |
| 59518 | RUESNES |
| 59520 | RUMILLY-EN-CAMBRESIS |
| 59521 | SAILLY-LEZ-CAMBRAI |
| 59528 | SAINT-AUBERT |
| 59530 | SAINT-AYBERT |
| 59531 | SAINT-BENIN |
| 59533 | SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI |
| 59537 | SAINT-MARTIN-SUR-ECAILLON |
| 59541 | SAINT-PYTHON |
| 59544 | SAINT-SAULVE |
| 59545 | SAINT-SOUPLET |
| 59547 | SAINT-VAAST-EN-CAMBRESIS |
| 59548 | SAINT-WAAST |
| 59549 | SALESCHES |
| 59552 | SANCOURT |
| 59557 | SAULTAIN |
| 59558 | SAULZOIR |
| 59559 | SEBOURG |
| 59565 | SEPMERIES |
| 59567 | SERANVILLERS-FORENVILLE |
| 59571 | SOLESMES |
| 59575 | SOMMAING |
| 59584 | TAISNIERES-SUR-HON |
| 59589 | THIANT |
| 59591 | THIVENCELLE |
| 59593 | THUN-L'EVEQUE |
| 59595 | THUN-SAINT-MARTIN |
| 59597 | TILLOY-LEZ-CAMBRAI |
| 59603 | TRITH-SAINT-LEGER |
| 59604 | TROISVILLES |
| 59606 | VALENCIENNES |
| 59607 | VENDEGIES-AU-BOIS |
| 59608 | VENDEGIES-SUR-ECAILLON |
| 59610 | VERCHAIN-MAUGRE |
| 59612 | VERTAIN |
| 59613 | VICQ |

Liste des communes par unité de référence

Bassins versants de la Scarpe Amont, de la Sensée et de l'Escaut 4/4

| code INSEE | Commune |
|------------|------------------------|
| 59614 | VIESLY |
| 59616 | VIEUX-CONDE |
| 59618 | VIEUX-RENG |
| 59619 | VILLEREAU |
| 59622 | VILLERS-EN-CAUCHIES |
| 59623 | VILLERS-GUISLAIN |
| 59624 | VILLERS-OUTREAUX |
| 59625 | VILLERS-PLOUICH |
| 59626 | VILLERS-POL |
| 59627 | VILLERS-SIRE-NICOLE |
| 59631 | WALINCOURT-SELVIGNY |
| 59635 | WAMBAIX |
| 59639 | WARGNIES-LE-GRAND |
| 59640 | WARGNIES-LE-PETIT |
| 59645 | WASNES-AU-BAC |
| 59651 | WAVRECHAIN-SOUS-DENAIN |
| 59652 | WAVRECHAIN-SOUS-FAULX |

Liste des communes par unité de référence

Bassin versant de la Scarpe Aval

| code INSEE | Commune |
|------------|-------------------------|
| 59002 | ABSCON |
| 59004 | AIX |
| 59007 | ANHIERS |
| 59008 | ANICHE |
| 59024 | AUBERCHICOURT |
| 59027 | AUBRY-DU-HAINAUT |
| 59029 | AUCHY-LEZ-ORCHIES |
| 59042 | BACHY |
| 59064 | BELLAING |
| 59071 | BERSEE |
| 59080 | BEUVRY-LA-FORET |
| 59100 | BOUSIGNIES |
| 59105 | BOUVIGNIES |
| 59109 | BRILLON |
| 59113 | BRUILLE-LEZ-MARCHIENNES |
| 59114 | BRUILLE-SAINT-AMAND |
| 59144 | CHATEAU-L'ABBAYE |
| 59158 | COUTICHES |
| 59170 | DECHY |
| 59178 | DOUAI |
| 59185 | ECAILLON |
| 59192 | EMERCHICOURT |
| 59199 | ERCHIN |
| 59203 | ERRE |
| 59222 | FAUMONT |
| 59227 | FENAIN |
| 59239 | FLINES-LEZ-RACHES |
| 59276 | GUESNAIN |
| 59284 | HASNON |
| 59292 | HAVELUY |
| 59297 | HELESMES |
| 59302 | HERIN |
| 59314 | HORNAING |
| 59327 | LALLAING |
| 59330 | LANDAS |
| 59335 | LECELLES |
| 59345 | LEWARDE |
| 59354 | LOFFRE |

| code INSEE | Commune |
|------------|------------------------|
| 59375 | MARCHIENNES |
| 59390 | MASNY |
| 59393 | MAULDE |
| 59403 | MILLONFOSSE |
| 59408 | MONCHEAUX |
| 59409 | MONCHECOURT |
| 59414 | MONTIGNY-EN-OSTREVENT |
| 59418 | MORTAGNE-DU-NORD |
| 59419 | MOUCHIN |
| 59434 | NIVELLE |
| 59435 | NOMAIN |
| 59446 | OISY |
| 59449 | ORCHIES |
| 59456 | PECQUENCOURT |
| 59459 | PETITE-FORET |
| 59486 | RACHES |
| 59489 | RAIMBEAUCOURT |
| 59491 | RAISMES |
| 59501 | RIEULAY |
| 59509 | ROOST-WARENDIN |
| 59511 | ROSULT |
| 59513 | ROUCOURT |
| 59519 | RUMEGIES |
| 59526 | SAINT-AMAND-LES-EAUX |
| 59551 | SAMEON |
| 59554 | SARS-ET-ROSIERES |
| 59569 | SIN-LE-NOBLE |
| 59574 | SOMAIN |
| 59594 | THUN-SAINT-AMAND |
| 59596 | TILLOY-LEZ-MARCHIENNES |
| 59620 | VILLERS-AU-TERTRE |
| 59629 | VRED |
| 59632 | WALLERS |
| 59637 | WANDIGNIES-HAMAGE |
| 59642 | WARLAING |
| 59654 | WAZIERS |

Liste des communes par unité de référence

Bassin versant de l'Yser

| code INSEE | Commune |
|------------|------------------------|
| 59018 | ARNEKE |
| 59046 | BAMBECQUE |
| 59054 | BAVINCHOVE |
| 59086 | BOESCHEPE |
| 59089 | BOLLEZEELE |
| 59111 | BROXEELE |
| 59119 | BUYSSCHEURE |
| 59135 | CASSEL |
| 59189 | EECKE |
| 59210 | ESQUEBELCQ |
| 59262 | GODEWAERSVELDE |
| 59282 | HARDIFORT |
| 59305 | HERZEELE |
| 59318 | HOUTKERQUE |
| 59337 | LEDERZEELE |
| 59338 | LEDRINGHEM |
| 59436 | NOORDPEENE |
| 59443 | OCHTEZEELE |
| 59448 | OOST-CAPPEL |
| 59453 | OUDEZEELE |
| 59454 | OXELAERE |
| 59499 | REXPOEDE |
| 59516 | RUBROUCK |
| 59536 | SAINTE-MARIE-CAPPEL |
| 59546 | SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL |
| 59577 | STAPLE |
| 59580 | STEENVOORDE |
| 59587 | TERDEGHEM |
| 59628 | VOLCKERINCKHOVE |
| 59655 | WEMAERS-CAPPEL |
| 59657 | WEST-CAPPEL |
| 59662 | WINNEZEELE |
| 59663 | WORMHOUT |
| 59665 | WYLDER |
| 59666 | ZEGERSCAPPEL |
| 59667 | ZERMEZEELE |
| 59669 | ZUYTPEENE |

DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT EN VOIE D'EAU POUR USAGE AGRICOLE OU PLAN D'EAU

Cet imprimé est à adresser par mail (ddtm-secheresse-59@nord.gouv.fr).

Tout formulaire incomplet ou rempli de façon incorrecte ne sera pas pris en compte.
Un plan de localisation de l'emplacement du pompage doit être impérativement fourni.

Les mesures de restrictions de l'arrêté « sécheresse » restent applicables.

Exploitant/ Raison sociale/ Nom : N° Pacage éventuel :

Adresse :

.....

Tél portable : Mail :

Nom de la voie d'eau :

Emplacement du point de prélèvement (et non des parcelles irriguées ou du plan d'eau):

Section et n° de parcelle

Commune.....

Un compteur est obligatoire.

Index du compteur au démarrage de la pompe :

Débit horaire maximal demandé : m³/ h

Volume estimé par jour :m³

Un carnet de suivi de prélèvement doit être tenu et mis à disposition de l'administration.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus :

Nom : Prénom :

Date :

Signature du demandeur :

NB : Cette déclaration ne se substitue pas à l'accord nécessaire du gestionnaire de la voie d'eau lorsqu'il en existe un.